

Quelles stratégies des compagnies nationales chinoises sur les marchés pétroliers ?

Portées par la politique du “Go Global” depuis le début des années 2000 et bénéficiant du support des institutions financières domestiques – banques et fonds souverains –, les compagnies nationales (NOC) chinoises ont investi dans la plupart des zones géographiques riches en hydrocarbures et dans de nombreuses entreprises étrangères du secteur. Cinq objectifs principaux ont été observés : augmenter les réserves d’hydrocarbures, diversifier les fournisseurs, acheter des actifs spécifiques (technologies, capital humain), intégrer la chaîne de valeur pétrolière et gazière et poursuivre leur propre internationalisation. Les NOC chinoises concurrencent désormais les compagnies internationales (IOC) sur les marchés.

Représentant environ 15% du PIB mondial en 2015, contre moins de 3% en 1976, la Chine a enregistré une période de croissance ininterrompue supérieure à 10% pendant près de 30 ans. Les années 2000 ont considérablement transformé la place de la Chine sur les marchés énergétiques en raison notamment du dynamisme de sa demande. Importateur net de pétrole depuis 1993, le pays a mis au premier plan de ses priorités nationales la question énergétique et plus précisément la problématique pétrolière (fig. 1). L’empire du Milieu a établi une vision stratégique intégrée dans ce domaine en liant économie et énergie, acteurs étatiques (agences, ministères, etc.) et entreprises (compagnies publiques, banques, etc.). Le paradigme de profil bas¹, développé par Den Xiaoping en 1991 en matière de politique étrangère, basé sur l’adaptation aux règles du jeu international, est remis en cause par la Chine des années 2000, qui souhaite désormais façonner de nouvelles règles.

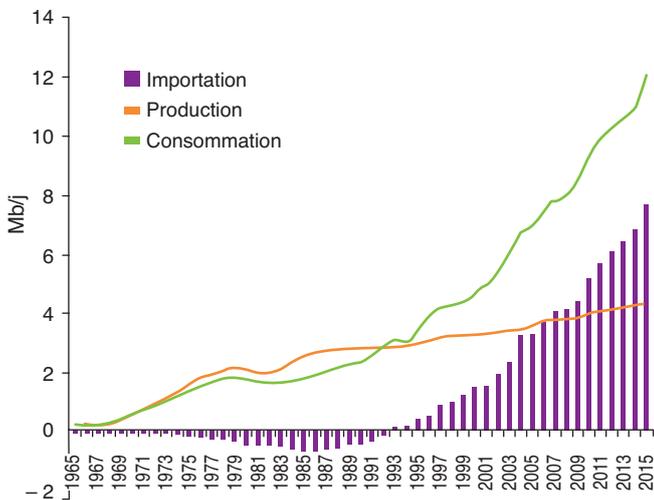
La transformation du poids de la Chine sur les marchés et l’émergence d’une dépendance pétrolière depuis 1993 ont incité la Chine à internationaliser progressivement ses entreprises. Conjugué à une réforme du secteur énergétique en 1998, ce mouvement a permis l’arrivée de champions nationaux que la réussite économique chinoise des années 2000 a transformé en acteurs intégrés et puissants, grâce notamment à des acquisitions à l’étranger (tab.1). Avec ses trois principales NOC — la China National Petroleum Corporation (CNPC), la China National Offshore Oil Corporation (CNOOC) et la China Petroleum and Chemical Corporation (Sinopec) —, la Chine se pose en réelle alternative des IOC sur les marchés pétroliers. Les stratégies développées par les acteurs énergétiques chinois sont élaborées à travers ce que Yergin² appelle des “interdépendances constructives”, intégrant des coopérations beaucoup plus larges que le seul domaine énergétique.

(1) « Observons avec calme, garantissons nos positions, gérons les affaires avec sang-froid, cachons nos capacités et attendons notre heure, sachons garder un profil bas et ne prétendons jamais au leadership ». *Military Power of the People’s Republic of China 2008: Annual Report to Congress by the Secretary of Defense, United States Department of Defense*

(2) Yergin, D., 2012, *The Quest: Energy, Security, and the Remaking of the Modern World*. Paperback

Quelles stratégies des compagnies nationales chinoises sur les marchés pétroliers ?

Fig. 1 – Consommation, importation et production de pétrole en Chine depuis 1965



Sources : Enerdata, BP Statistical Review (2016)

Tableau 1

Les principaux acteurs pétroliers chinois

	Chiffre d'affaires en G\$	Profits en G\$ en 2015 (vs 2014)	Employés	Classement Fortune 500
CNPC	299,27	7,1 (- 57 %)	1 589 508	3
Sinopec	294,34	3,59 (- 30,6 %)	810 538	4
CNOOC	67,80	4,6 (- 46,4 %)	110 200	109

Source : Forbes

La Chine : un géant énergétique dépendant de l'extérieur

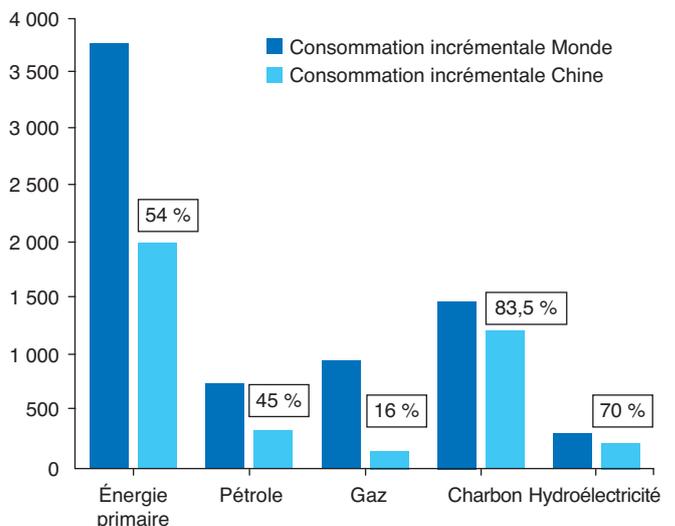
Premier consommateur mondial d'énergie et 2^e consommateur de pétrole derrière les États-Unis, la Chine est devenue, en septembre 2013, le 1^{er} importateur mondial de pétrole. La Chine est un pays riche en matières premières énergétiques. Ainsi, le pays a produit, en 2015, plus de 4,3 millions de barils de pétrole par jour (Mb/j), ce qui la place au 5^e rang des principaux pays producteurs après les États-Unis, l'Arabie saoudite, la Russie et le Canada (BP, 2016).

Sur le marché du charbon, l'empire du Milieu a posé son empreinte depuis plusieurs décennies. En 2015,

sa production a atteint près de 3 750 Mt (près de 48 % de la production mondiale) et son rôle de premier consommateur (50 % de la consommation internationale) lui a valu le surnom de *King Coal* sur les marchés internationaux. Sur les marchés gaziers, la Chine est également présente en tant que producteur (6^e production mondiale, près de 4 % du total international) et consommateur (5,7 % de la consommation mondiale). En matière d'énergies renouvelables (ENR), elle est devenue un véritable porte-étendard, avec une part de 66 % dans les investissements mondiaux en 2015 (102,9 G\$). Au final, sur la période comprise entre 2000 et 2015, la Chine a représenté, pour chacune des sources d'énergie, un poids important dans la dynamique globale de demande (fig. 2).

La Chine importait, en 2014, 51 % de son pétrole du Moyen-Orient, l'Arabie saoudite constituant son premier fournisseur, suivi des pays africains (17 %), de la Russie et de l'Asie centrale (13 %) et de l'Amérique latine (9 %) (fig. 3). Depuis le milieu des années 1990, le pays a développé une politique de diversification de ses approvisionnements. En 1995, selon l'AIE, l'Asie du Sud-Est représentait près de 40 % des volumes importés (43 % pour le Moyen-Orient), l'Afrique moins de 7 % et la Russie environ 0,5 %. Au sein même des pays du Moyen-Orient, la part de l'Iran a diminué pour atteindre moins de 10 % en 2014.

Fig. 2 – Consommation incrémentale mondiale et chinoise entre 2000 et 2015*

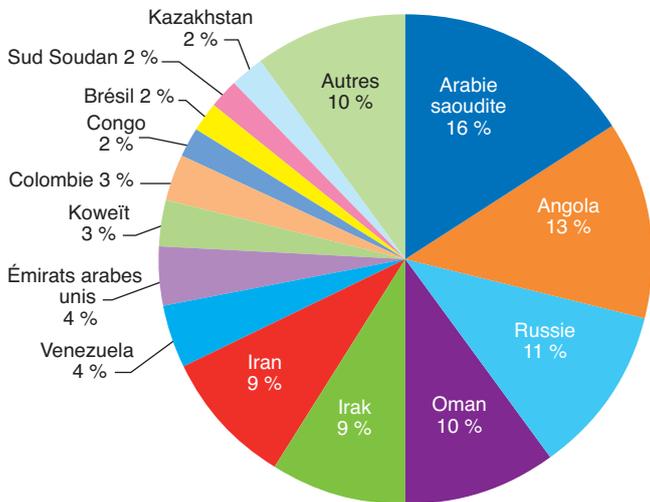


*En Mtep pour l'énergie primaire, le charbon et l'hydroélectricité, en Mt pour le pétrole et le gaz

Source : BP Statistical Review (2016)

Quelles stratégies des compagnies nationales chinoises sur les marchés pétroliers ?

Fig. 3 – Les principaux fournisseurs de pétrole de la Chine en 2014



Source : Département américain à l'énergie (DOE)

L'insécurité pétrolière comme point clivant de la politique énergétique

Le mix énergétique de la Chine est largement dépendant du charbon, qui représente 66 % de la consommation d'énergie primaire (DOE, 2015). Toutefois, la question pétrolière a toujours constitué le cœur des préoccupations énergétiques des dirigeants chinois (tab. 2). Une telle spécificité trouve ses raisons à la fois dans les usages sectoriels des différentes ressources énergétiques, mais également dans des questions logistiques ou politiques. Le pétrole représente autour de 20 % des

Tableau 2
Contexte pétrolier de la Chine

Phases	Années	Contexte pétrolier
Phase 1	1949-1963	Dépendance totale aux importations
Phase 2	1963-1992	Autosuffisance pétrolière, puis importations progressives
Phase 3	1993-1999	Importateur net en 1993, puis hausse majeure des importations
Phase 4	2000-2007	Importateur net en 1993, puis hausse majeure des importations
Phase 5	Depuis 2007	Doublement des importations en 7 ans, triplement de la facture énergétique : mise en avant de la sécurité énergétique Dépendance aux importations supérieure à 50 % dès 2007, hausse des investissements à l'étranger

Source : Zhao & Chen (2014)

besoins énergétiques primaires, mais sa demande est principalement tirée par les secteurs de la pétrochimie, du transport et du résidentiel, secteurs particulièrement dynamiques depuis plus de deux décennies.

Une réorganisation du secteur énergétique dès les années 80

À partir de 1981 et face à la stagnation de la production pétrolière, le gouvernement chinois a mis en place un schéma directeur, mélange de planification et d'incitations économiques, baptisé *big contract system*. Une cible de production nationale avait été fixée à 100 Mt, un montant au-dessus duquel il était possible, pour les acteurs pétroliers, de valoriser le surplus sur des marchés étrangers en échange de technologies. En parallèle, les années 80 voient émerger les principaux acteurs pétroliers chinois modernes. Dès février 1982, est créé le premier acteur d'envergure : la CNOOC, chargée des activités d'exploration et de production, du marketing et des activités pétrolières offshore. Elle servira d'acteur légal pour les relations avec les firmes étrangères. Dès 1983, Sinopec, spécialisée dans le raffinage, la pétrochimie et la distribution, voit le jour. En 1988, suite à une nouvelle restructuration du ministère de l'Industrie pétrolière, émerge CNPC, chargée de développer les activités onshore.

Décentralisation et responsabilisation vont marquer la période 1992-2003. Les réformes entreprises doivent permettre de répondre à un double objectif : la question de la dépendance pétrolière extérieure et la préparation des NOC chinoises à l'entrée de la Chine à l'OMC prévue pour décembre 2001. Dès 1998, les NOC chinoises sont restructurées pour permettre la création de compagnies pétrolières verticalement intégrées et se retrouvent au centre d'une structure institutionnelle extrêmement complexe (fig. 4).

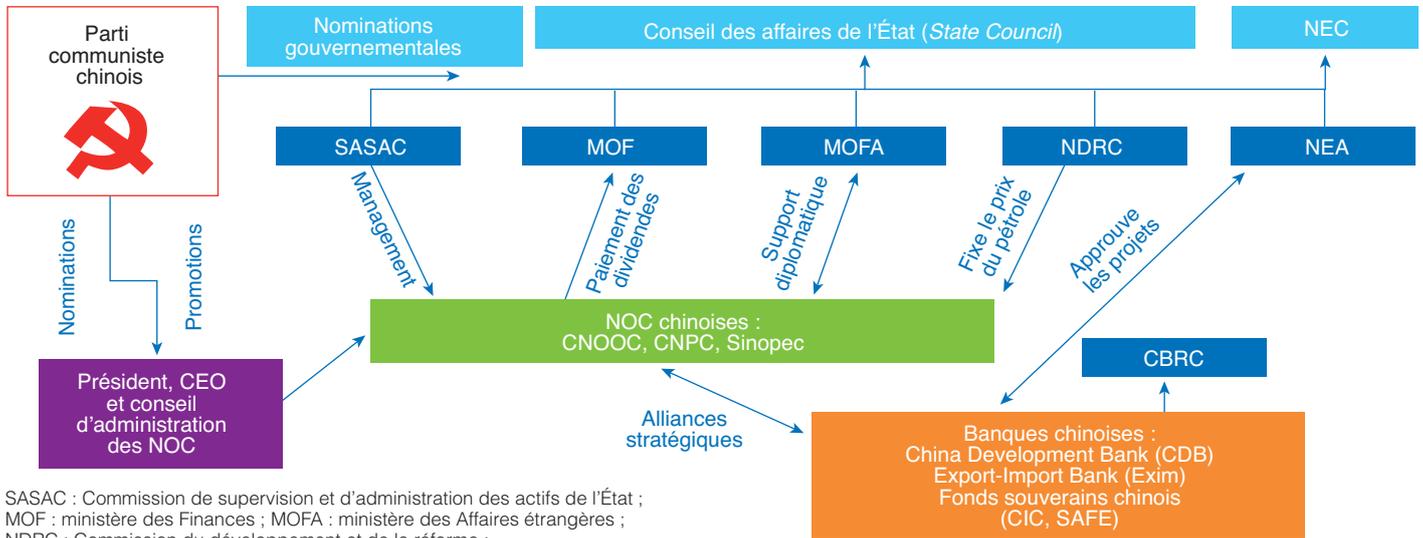
Le rôle des investissements directs à l'étranger (IDE) dans la politique énergétique chinoise

La Chine est désormais un acteur important dans les IDE internationaux puisque les flux d'IDE sortants sont passés de 7 G\$ en 2001 à près de 120 G\$ en 2015³ (fig. 5). Les IDE chinois, dans les flux mondiaux, sont certes en très forte hausse mais leur part dans les stocks mondiaux (3%) reste toutefois encore limitée. Les entreprises d'État (State-

[3] Sur la période janvier-avril 2016, les IDE sortants ont atteint environ 60 G\$ (MOFCOM)

Quelles stratégies des compagnies nationales chinoises sur les marchés pétroliers ?

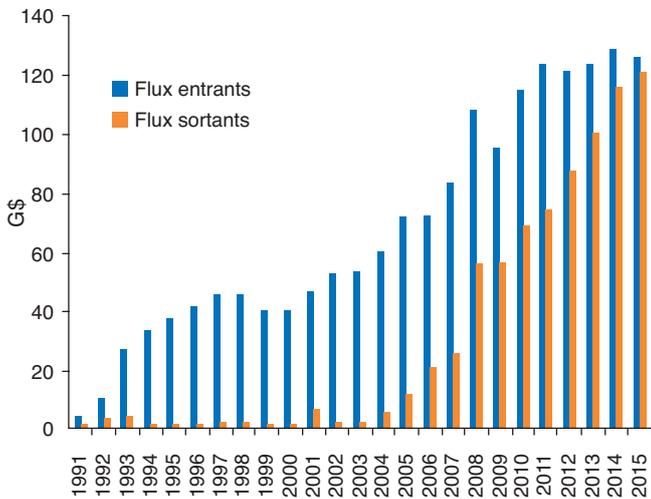
Fig. 4 – Structure institutionnelle des NOC chinoises



SASAC : Commission de supervision et d'administration des actifs de l'État ;
 MOF : ministère des Finances ; MOFA : ministère des Affaires étrangères ;
 NDRC : Commission du développement et de la réforme ;
 NEA : Administration nationale de l'énergie ; NEC : Commission nationale de l'énergie ;
 CBRC : Commission de régulation bancaire de Chine

Sources : AIE (2011), auteur

Fig. 5 – Flux d'investissements en Chine

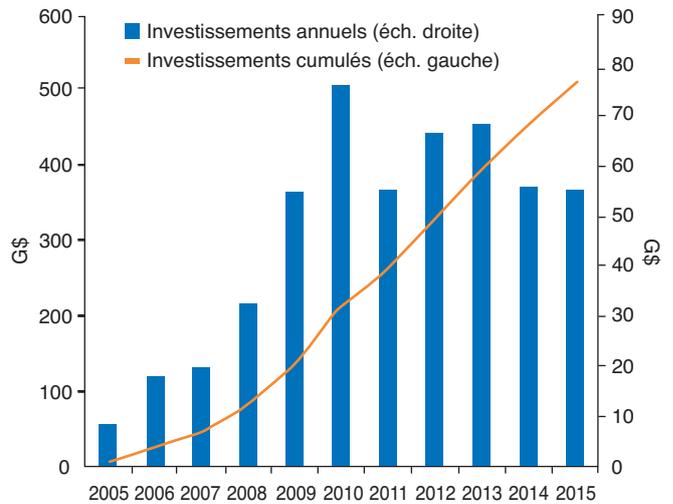


Source : UNCTAD (2014)

Owned Enterprises [SOE] représentent une part très importante de l'ensemble des IDE à l'étranger, entre 65 % et 80 %. Selon le *Global Investment Tracker*⁴, les IDE chinois, dans le seul secteur énergétique, ont atteint plus de 511 G\$ entre 2005 et début 2016 (fig. 6). Les investissements dans le secteur pétrolier arrivent de très loin en tête, suivis par ceux du secteur gazier. Toutefois, on note une inflexion depuis 2013, avec une hausse importante des IDE dans le secteur du charbon, de l'hydraulique et des énergies renouvelables.

(4) Pour plus d'informations : <https://www.aei.org/china-global-investment-tracker/>

Fig. 6 – Investissements chinois dans le secteur de l'énergie



Source : China Global Investment Tracker, 2015

L'amont pétrolier et gazier a toujours été considéré comme la porte d'entrée principale des IDE chinois dans le secteur énergétique. Ils ont, par la suite, enregistré un double mouvement de diversification géographique à l'intérieur même de la chaîne pétrolière. La Chine a ainsi investi dans des réseaux de pipelines, des capacités de raffinage ou de stockage dans de nombreux pays du monde : Europe (raffinage : Grangemouth au Royaume-Uni et Lavera en France), Canada (pipeline et capacités d'exportations de GNL), Tanzanie et Mozambique (processing de gaz et pipelines), Irak (pipelines), Arabie saoudite (raffinage),

Quelles stratégies des compagnies nationales chinoises sur les marchés pétroliers ?

Afrique du Sud (raffinage), Indonésie (stockage), etc. En parallèle, depuis 2011, on observe une réallocation sectorielle des IDE dans les hydrocarbures avec un accent porté dans le secteur du gaz non conventionnel, les technologies de forage en eaux profondes, les sables bitumineux et les hydrocarbures de la zone arctique.

L'émancipation des NOC du marché intérieur chinois répond à une triple logique de sécurité énergétique, de développement à l'international et de restructuration. Le processus d'internationalisation des NOC a, dès lors, permis à ces dernières d'intégrer différents objectifs : la montée en gamme technologique et l'amélioration de la productivité et de la gestion des projets. Le gouvernement chinois s'est ainsi servi de la nécessité d'internationaliser ses entreprises pour imposer des réformes difficiles à mettre en place dans son environnement domestique. Cette stratégie va dans le sens de certains objectifs du 13^e plan (2016-2020), qui cherche à transformer les SOE en groupes mondiaux ultracompetitifs pour rivaliser avec les entreprises leaders sur ces secteurs.

La Chine intègre désormais l'ensemble des facteurs économiques dans sa politique d'IDE : une évaluation des ressources (actifs naturels et/ou technologiques, etc.) et des risques (évaluations économique et politique) mais également une estimation très précise du retour sur investissement potentiel (tab. 3). Depuis 2013, cette dernière composante est essentielle dans la politique d'IDE chinoise.

Tableau 3
Stratégies des NOC chinoises

Motivations	Stratégies
Hausse de la taille des réserves d'hydrocarbures et augmentation de la production	Diversification des sources énergétiques et opportunités commerciales
Diversification de l'offre énergétique	Ciblage d'actifs et synergie avec les actifs existants
Devenir des NOC internationales	Partenariat avec les IOC et autres NOC, construire des relations, diversification des risques
Développer une chaîne de valeur intégrée du secteur pétrolier	Accords ressources versus accès au marché chinois
Améliorer la technologie et le management	Utilisation des ressources financières et support de politique étrangère

Source : AIE (2011)

Durant la phase initiale d'internationalisation de ses entreprises, la Chine a eu tendance à investir dans des pays où il existait un degré plus élevé de risques économiques, politiques et financiers. Ces pays offraient une plus faible régulation que des pays plus classiques. La recherche d'actifs spécifiques dans les pays technologiquement avancés, les ressources naturelles et les stratégies de diversification sont souvent mises en avant dans la politique chinoise d'IDE. Des différences existent cependant selon le type d'entreprises. Les SOE sont plus attirées par les pays avec de larges ressources et un environnement politique risqué que les entreprises privées. Bénéficiant d'un accès illimité aux marchés des capitaux et aux marchés des changes, elles ont préparé le terrain des entreprises privées dans une stratégie très coordonnée. Si la taille du marché est un élément clé des IDE chinois pour l'ensemble des firmes, la concentration des IDE étrangers sur le territoire est également un élément très important. La recherche de synergies entre les entreprises chinoises et avec les autres entreprises étrangères est désormais fondamentale.

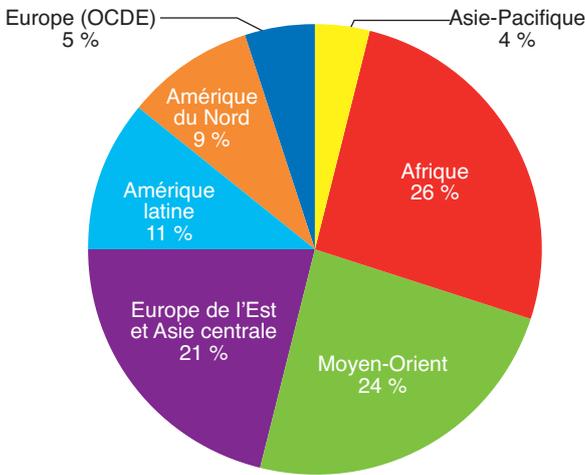
Une diversification géographique des IDE

Les NOC chinoises ont produit 2,5Mbp à l'étranger en 2014, dont 2,1Mb/j de pétrole brut, contre 1,36 Mb/j en 2010, dont près de 50 % en Afrique ou au Moyen-Orient (fig. 7). Cela correspond à environ 50% de la production domestique. Sur la période récente, l'Irak est le pays qui a le plus bénéficié des investissements chinois à l'étranger (AIE, 2014) et ce pays devrait devenir le pilier de la politique de production pétrolière chinoise à l'étranger. Entre 2011 et 2013, les pays qui ont permis une hausse de la production pétrolière chinoise à l'étranger sont l'Irak (0,34 Mb/j), les États-Unis (0,105 Mb/j), le Kazakhstan (0,09 Mb/j), le Nigeria et le Canada (0,06 Mb/j), et enfin un dernier groupe composé du Brésil, de l'Argentine, de l'Angola, de l'Indonésie et du Tchad. Légèrement en retrait depuis 2011, le Kazakhstan reste un pays clé pour la Chine avec 13% de la production globale chinoise à l'étranger.

Les NOC chinoises ont également renforcé leur présence dans les pays de l'OCDE : Royaume-Uni, Canada et États-Unis en tête. Les IDE chinois, dans le secteur gazier en Australie, sont également extrêmement dynamiques. Canberra est ainsi devenue une terre d'accueil majeure. L'Australie est riche en charbon, gaz et minerais et ses routes maritimes d'exportations vers la Chine ne dépendent pas du détroit de Malacca.

Quelles stratégies des compagnies nationales chinoises sur les marchés pétroliers ?

Fig. 7 – Production de pétrole de la Chine à l'étranger



Source : AIE

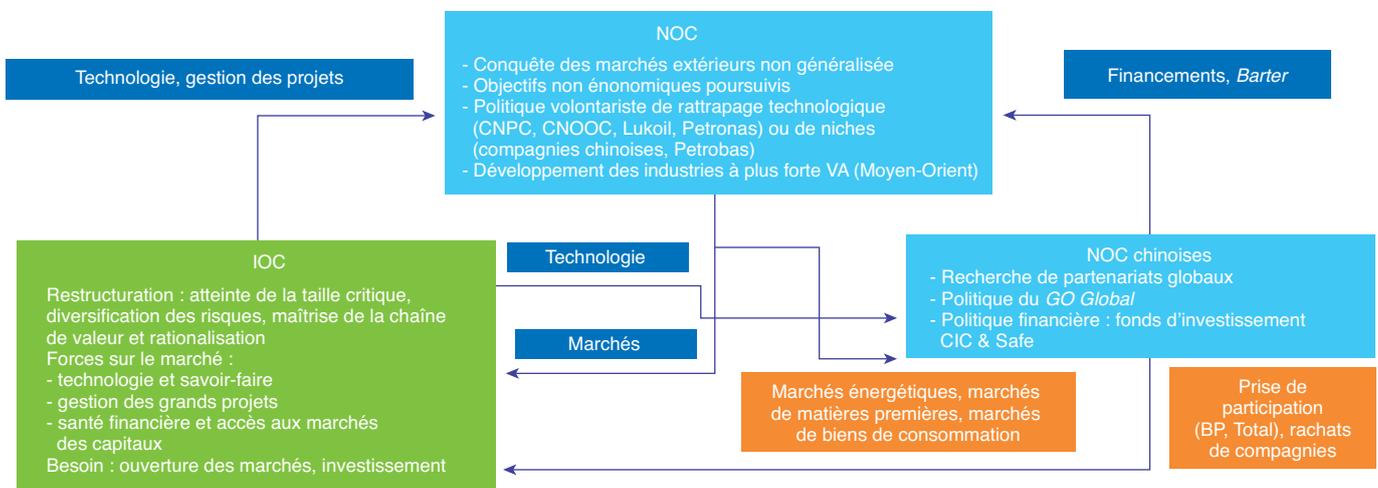
Chaque NOC chinoise a sa propre stratégie géographique et plus globalement économique. La CNPC, qui a l'ambition de devenir une compagnie internationale intégrée concurrente des majors traditionnelles, possède un portefeuille de participations diversifié géographiquement (Afrique, Asie centrale, Amérique du Nord, Amérique du Sud et Moyen-Orient). Elle représenterait environ 60 % des transactions réalisées par les acteurs chinois à l'étranger. Sinopec a débuté ses investissements plus tardivement, mais est devenu très dynamique après 2007. Ses investissements concernent aussi bien des participations dans l'amont pétrolier (Angola, Gabon, États-Unis, Ouzbékistan, Russie, etc.) que dans des contrats d'ingénierie et de construction avec l'Iran, dans l'aval de la filière pétrolière notamment. Ses participations restent essentiellement pétrolières.

La stratégie de Sinopec est de devenir la première compagnie internationale de raffinage et de pétrochimie. En 2016, elle est le premier raffineur chinois et le deuxième raffineur mondial. Les IDE dans l'amont pétrolier lui permettent de diversifier son portefeuille de participations mais également d'éviter un décalage trop important entre ses capacités de raffinage et ses ressources propres de pétrole brut. La CNOOC a, pour sa part, commencé à investir dans les années 1990 et ses dernières acquisitions concernent surtout des actifs gaziers. D'autres compagnies (Sinochem Corporation), des SOE non pétrolières (China International Trust & Investment Company [CITIC]), de petites SOE pétrolières (Zhenhua Oil Company) et des fonds souverains participent également à ces activités. On estime qu'environ dix compagnies chinoises rassemblent la majorité des IDE pétroliers à l'étranger.

Devenues des acteurs internationaux de premier plan, les NOC chinoises ont bénéficié d'un environnement institutionnel favorable pour la conquête des marchés. En effet, le système bancaire chinois, composé de deux fonds souverains nationaux qui investissent les réserves de change sur les marchés internationaux (State Administration of Foreign Exchange [SAFE] et China Investment Corporation [CIC]), de banques nationales spécialisées dans le développement international (Eximbank, China Development Bank) et de banques commerciales, constitue le véritable bras armé des entreprises pétrolières à l'étranger.

En parallèle, les NOC chinoises ont développé de nombreux partenariats stratégiques avec les IOC et les NOC des pays producteurs (fig. 8). Ce renforcement des liens avec les autres acteurs pétroliers a plusieurs objectifs :

Fig. 8 – Les NOC chinoises dans l'environnement stratégique pétrolier global



Source : auteur

Quelles stratégies des compagnies nationales chinoises sur les marchés pétroliers ?

la réduction des risques d'investissements à travers notamment le travail en coopération, une meilleure information sur les environnements d'activités non familiers et une meilleure maîtrise des nationalismes pétroliers. Avec les IOC, les NOC chinoises développent des relations de types "marchés contre ressources" ou "marchés contre technologies" en offrant, en contrepartie de coopérations dans les réponses à appel d'offres dans l'exploration-production, l'assurance d'une ouverture du marché domestique chinois. En recherche d'actifs spécifiques (technologie, gestion de projet, management), la Chine a promu le potentiel de développement des gaz non conventionnels sur son territoire et le dynamisme de sa demande intérieure en matière de produits pétroliers. Avec les NOC, la stratégie est différente et s'appuie sur des ressorts plus financiers et sur des coopérations plus étendues qui englobent différents pans de l'économie. Ces stratégies ont permis aux différents acteurs chinois d'opérer une mue technologique importante et de prendre l'avantage sur de nombreux terrains de production où les IOC avaient des positions incontestées depuis de nombreuses décennies (Syrie, Nigeria, etc.).

La logique des accords pétrole contre crédit : un consensus de Pékin ?

Les *Barter* ou accords de trocs (marchandises contre pétrole, etc.) représentent environ 15 % des transactions physiques sur le marché pétrolier et sont très utilisés par la Chine dans sa stratégie d'internationalisation. Ils ne peuvent être ramenés à un simple remboursement en pétrole d'un crédit. Les *Barter Deals* chinois résultent de la combinaison de deux accords : un accord de prêt financier entre les deux parties et un accord pétrolier. Ce type de transaction permet à la Chine de réduire le risque de non-paiement des prêts et d'améliorer, à moindres frais, sa sécurité énergétique et, pour les pays producteurs, d'augmenter la durée des prêts et de bénéficier de taux d'intérêt plus faibles. En outre, ces prêts permettent une véritable diversification financière des réserves de changes de la Chine, évaluées à près de 4 000 G\$. En 2011, ce type d'accord représentait environ 20 % des importations chinoises. Un chiffre qui pourrait avoir augmenté avec la baisse marquée des prix du pétrole et les difficultés des pays producteurs.

Depuis 2010, on observe notamment une progression marquée des pays d'Amérique latine ayant recours à ce type de transactions (tab. 4). Parmi eux, le Venezuela est devenu extrêmement dépendant des prêts chinois (plus

Tableau 4

Exemple de *Barter Deals* signés par la Chine depuis 2005

Année	Pays	Emprunteur	Montant en G\$	Durée en année
2005	Russie	Rosneft	6	6
2008	Venezuela	Bandes	4	3
2009	Russie	Rosneft	15	20
2009	Russie	Transneft	10	20
2009	Brésil	Petrobras	10	10
2009	Venezuela	Bandes	4	3
2009	Turkménistan	Turkmengaz	4	ND*
2010	Venezuela	Bandes	20,6	10
2010	Équateur	Ministère des Finances	1	4
2011	Turkménistan	Turkmengaz	4,1	ND*
2012	Venezuela	Bandes	10	3
2013	Venezuela	Bandes	4	4
2013	Russie	Rosneft and Transneft	25	25
2014	Angola	Sonangol	2	ND*
2015	Venezuela	Bandes	5	ND*
2015	Équateur	Ministère des Finances	5	ND*

*Non déterminée

Sources : compilation de AIE (2011, 2013), FMI, sites des compagnies pétrolières

de 17 prêts pour une valeur globale de 65 G\$) et, depuis 2013, la Chine est le véritable prêteur en dernier ressort de ce pays.

De NOC à IOC, l'internationalisation des NOC est-elle favorable à la politique énergétique chinoise ?

Les objectifs parallèles d'internationalisation des NOC chinoises et la volonté gouvernementale d'améliorer la sécurité énergétique sur le territoire national ne sont pas forcément complémentaires, puisque 50 % du pétrole produit à l'étranger n'est pas rapatrié sur le territoire national et est vendu sur les marchés internationaux. Certaines études montrent que les achats de

Quelles stratégies des compagnies nationales chinoises sur les marchés pétroliers ?

concessions chinoises à l'étranger ont provoqué une hausse de la concurrence entre IOC et NOC sur les actifs énergétiques avec en corollaire une hausse marquée de leurs prix, diminuant ainsi le potentiel retour sur investissements de ces actifs. Dans certains cas, les NOC chinoises ont surpayé les concessions pétrolières et gazières et les cibles d'investissements (entreprises, technologies, etc.), ce qui a pour conséquence une inflation des prix dès qu'une compagnie chinoise est pressentie pour racheter un bien sur les marchés.

Comme de nombreux autres pays par le passé, la Chine rencontre des problèmes dans la mise en place de sa stratégie d'IDE. Ces résistances peuvent être d'ordre politique (nationalisme), légal (sécurité nationale), économique (manque de compréhension du système légal) et opérationnel (concurrence avec les IOC). Toutefois, dans le cas de la Chine, elles ont été plutôt limitées par l'approche globale du pays. En effet, la Chine a la capacité de créer de l'interdépendance et de se rendre indispensable. D'une part, que ce soit lors d'achats d'actifs à l'étranger ou dans la construction d'infrastructures de transport, la Chine assoit ses IDE sur une hausse du commerce bilatéral avec les pays d'accueil, mais également avec les pays de transit. Cette dynamique est généralement assortie d'infrastructures dites de compensation pour les populations locales. Le projet *One Belt, One Road* (OBOR) est assez symptomatique de cette stratégie. En parallèle des investissements pétroliers et gaziers (concessions, pipelines, etc.), la Chine mène une politique structurelle et plurisectorielle (construction de routes, IDE dans les secteurs agricole et manufacturier, etc.) en Asie centrale.

Risques et perspectives

Les nouvelles institutions financières de la Chine (Banque asiatique pour les investissements dans les infrastructures, New Development Bank [banque des BRICS], etc.) contribuent désormais également à la réalisation de projets intégrés comprenant des investissements dans le secteur de l'énergie, dans la construction d'infrastructures et de prêts financiers à long terme. Depuis quelques années, la révolution des hydrocarbures non conventionnels aux États-Unis a réduit la compétition entre les États-Unis et la Chine en Asie centrale,

et le recentrage sur le sol national des compagnies américaines a laissé une porte ouverte aux NOC chinoises sur le marché. L'environnement des prix bas observé depuis la fin 2014 devrait impacter les IDE des NOC chinoises. Ces dernières risquent d'être plus sélectives, ce qui peut ralentir la progression des IDE dans le futur.

En outre, les investissements dans les pays de l'OCDE, et notamment aux États-Unis, prennent de plus en plus d'importance dans les portefeuilles des NOC car ils apportent une rentabilité supérieure aux investissements dans d'autres zones de production. La diversification est également sectorielle avec une baisse relative des investissements pétroliers au profit d'investissements dans le GNL, l'hydraulique ou les énergies renouvelables. Enfin, les NOC chinoises laissent de plus en plus de place pour les investissements en coopération avec les IOC.

Si les IDE sont nécessaires à la stratégie d'internationalisation de la Chine, ils ne sont pas suffisants pour assurer la sécurité énergétique nationale. Le secteur énergétique chinois a besoin d'une réforme des prix domestiques pour rentabiliser les investissements des NOC sur le territoire national. Les défis de la politique énergétique chinoise sont nombreux : développement des ENR et développement des réseaux, accélération de la construction des réserves stratégiques, diversification des approvisionnements et expansion des IDE pétroliers. D'un point de vue organisationnel, les principaux challenges restent la construction d'un *hub* gazier asiatique et le développement d'un marché international des produits dérivés du pétrole à l'image du NYMEX⁵ et de l'ICE⁶. Au niveau international, la Chine doit se positionner comme acteur de la coordination et de la coopération énergétiques. Puissance globale, la Chine doit maintenant contribuer au dialogue et à la coopération entre pays producteurs et importateurs. Cette affirmation sur la scène énergétique mondiale contribuera à la consolidation de sa puissance économique et financière.

⁽⁵⁾ New York Mercantile Exchange

⁽⁶⁾ Intercontinental Exchange

Emmanuel Hache, emmanuel.hache@ifpen.fr

Manuscrit remis en novembre 2016